

# le vilain n°1 **Vendu 1f** soutien: 2f p'tit canard



**edito**

Pas terrible, le moins que l'on puisse dire c'est que les manifestations du week-end dernier n'étaient pas à la hauteur de l'enjeu. Le plan Juppé bouge encore, la loi de programmation budgétaire pour le supérieur n'est toujours pas en vue, et il ne faudra pas compter sur les concertations à froid qui se profilent pour y remédier... Il est certain que si des états généraux de l'université s'ouvrent il faudra y être, veiller à ce que les étudiants contrôlent eux même le processus de concertation et veiller à ce que les chapelles de tous bord n'y confisquent pas la démocratie, c'est en tous cas ce que nous défendons à l'UNEF: des A.G. souveraines, des délégations incluant des non syndiqués, délégations élues sur un mandat clair, bref la démocratie telle que nous l'avons connue durant notre grève de novembre-décembre.

...Y aller, mais ne pas se faire d'illusion: un gouvernement ça ne négocie pas à froid quoi qu'en pense certain. Il s'agira donc de lui mettre la pression au bon moment.

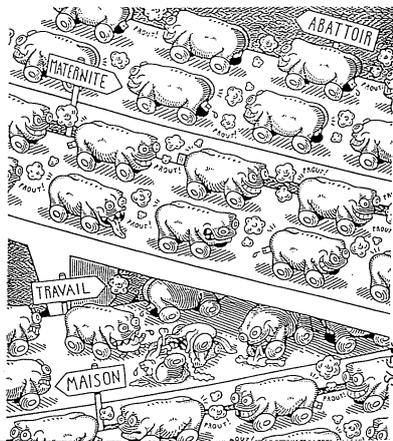
Non, décidément: tristounet ce lundi. Dans un autre registre, nous apprenions que l'administration ne pouvait nous accorder de local sur la fac dans l'immédiat, faute de place. Mais, il y avait un local UNEF dans le temps me direz vous, oui mais voilà, vous comprenez le BDE (notre World Company locale) a besoin de place pour développer son juteux bizness (au service des étudiants bien sûr, service compris?), bref voilà l'ex-local de l'UNEF annexé. Gageons que l'administration se saisira de l'occasion pour nous en proposer un plus beau, plus grand, et orienté plein sud.

Pour l'encourager dans ce sens vous serez bientôt invités à signer votre soutien à notre quête immobilière. En attendant, merci aux 127 heureux acquéreurs de notre n°0 qui nous ont permis de sortir ce n°1...et bien sûr un encouragement à continuer. En attendant le n°2, n'oubliez pas que les sous-papes de France vous autorisent désormais le port du caoutchouc, alors, chers frères et soeurs allez en paix.

## APPEL POUR DES ETATS GENERAUX DU MOUVEMENT SOCIAL

Lancé à la suite des grèves de novembre-décembre ce texte a déjà été signé par près de deux cents personnalités et intellectuels.

# DANS QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS VIVRE?



Voici la liste des premiers signataires : Etienne Adam, Christophe Aguiton, Gérard Alezard, Isabelle Aloujès, Toni Andréani, Mouloud Aounit, Jean Claude Aparicio, Béatrice Appey, Louis Astré, Renaud Aymes, Prisca Bachelet, Etienne Bailbar, Pierre Bauby, Christian Baudelat, Stéphane Beaud, Christiane Bedon, Souad Benani, Yves Benot, Daniel Bensaïd, Denis Berger, Alain Bertho, Joël Bizard, Annie Bidel, Jacques Bidel, Alain Bihri, Daniel Blondet, Jean-Claude Boudal, Roger Bourderon, Pierre Bourdieu, Philippe Boursier, Alain Brossat, Lydia Brovelli, Michel Bravé, Pierre Bravé, Françoise Brund, Jean Cabaret, Alain Caillaud, Laurent Cartier, François Costaino, Patrick Champagne, Gérard Chaouat, Jo Chapuis, Patricia Chapuis, Bernard Charlot, Christian Charlier, Yves Clot, Annie Collovald, Sonia Combes, Pierre Contessenne, Jean-Yves Cottin, Annick Coups, Pierre Louis-Sales, Didier Daeninckx, Olivier Darronot, Christine Dauve-Serfaty, Annick Davisse, Françoise Davisse, Sonia Dayan, Claude Debans Suzanne de Brunhoff, Marianne Debouzy, René Delromet, Gérard Delahaye, Nekia Delanoë, Karine Delpas, Bruno Delbarto, Christine Delphy, Serge Depaquit, Pierre-André Deglouve, Michel Deschamps, François Dossé, Michel Dreynus, Claude Dubou, François Dufour, Françoise Duroux, Jean-Baptiste Eyraud, Jeanne Favre-Sudant, Gérard Filoche, Robin Foot, Marie-Agnès Fouchez, Dominique Fougeyrolles-Schoebel, Jacqueline Heinen, Michel Gigand, Dominique Gilbert, Jean-Paul Halgand, Michel Husson, Marie-Thérèse Jambut, Jean-Paul Jouany, Alain Jave, Danièle Kergoal, Jacques Kergoal, Georges Labica, Françoise Laborie, Bernard Lacroix, Bernard Lahire, Christian Laroze, Danièle Leborgne, Daniel Le Bret, Catherine Lebrun, Claude Lecaille, Philippe Le Cézio, Catherine Lévy, Danièle Linhart, Robert Linhart, Alain Lipietz, Jean Lujkine, Isabelle Lorand, Daniel Loschak, Michaël Löwy, Henri Maler, Gilles Marcell, Eric Marquis, Roger Martelli, Gus Moushich Gérard Mauger, Marjolaine Maury, Emmanuel Merlin, Bernard Michaux, Juliette Mines, Gérard Molina Jean-Paul Molinari, Patrick Mony, René Mouriaux, Jean-Louis Moyat, Liane Mozères, Michel Muller, Numa Murard, Sami Naïr, Willy Pelletier, Claude Penmetter, Michel Pernet, Gilles Perrault, Jean-François Perrault, Michel Pieloux, Delphine Pucel, Bernard Puda, Anne Quetrien, Madeleine Reberrioux, René Riesel, Michèle Riot-Sarcey, Claire Rodier, Chantal Rogerat, Dominique Rousseau, Jacques Rouyer, Patrick Rozenblatt, Yves Salles, Christian Salmon, Sylvie Salmon-Thoreau, Catherine Samary, Jean-Yves Segard, René Seibel, Carine Seiler, Lucien Séve, Danièle Simonet, Yves Sintomer, Francis Sittel, Jacques Soinca, Arnaud Spire, Françoise Subileau, Mayo Surduts, Fode Sylla, Raphaël Szajinfeld, Dominique Taddei, Catherine Teiger, Thierry Temime, Patrick Tort, Enzo Trotter, Rolande Trempe, Catherine Tricot, Jacques Varin, Gérard Vergnaud, Michel Verret, Marie-Pierre Vieu, Jean Pierre Vigier, Claire Villiers, Jean-Marie Vincent, Serge Volkow, Monique Vuallat, Gilbert Wasserman, Florence Weber, Pascal Wolff.

... et dans quelle société voulons-nous que vivent nos enfants ? Telle est bien la question que le mouvement social des mois de novembre et décembre a posée et telle est bien la raison pour laquelle la très grande majorité de la population l'a reconnu légitime.

« Les grands problèmes soulevés par les grévistes et par les manifestants sont en effet les problèmes de toutes et de tous. Quelle protection sociale voulons-nous, de haut niveau pour tous, attentive aux plus démunis et juste dans son financement ? Quelle lutte contre le chômage et l'exclusion, pour une société de plein emploi, en particulier par la réduction du temps de travail ? Quels services publics, garants de l'égalité et de la solidarité, proches des citoyens et créateurs d'emplois ? Quelle autre Europe pour demain, qui tourne le dos au libéralisme, une Europe citoyenne, écologique et sociale ?

« C'est avec une très grande force que le mouvement social a posé la question de l'égalité effective des droits pour toutes et pour tous, hommes et femmes, nationaux et immigrés, citadins et ruraux.

« Comment se battre pour les droits des femmes, conquérir une réelle égalité politique et sociale ? Comment défendre l'accès au savoir et à l'emploi pour tous les jeunes, garantir une école publique ouverte à tous ? Comment combattre l'exclusion, imposer le droit au logement, des droits nouveaux pour les chômeurs, les exclus et les précaires ?

« Les défis imposés par la mondialisation, dans chaque pays et dans tous les pays, appellent une réponse globale, qui ne saurait consister dans la soumission aux lois du marché.

« A sa façon, le mouvement social a déjà apporté des éléments de réponse. « Cependant, nul ne peut prétendre que des réponses achevées aient été fournies à ces diverses questions. C'est par le débat, la confrontation et en donnant à tous voix au chapitre qu'elles s'élaborent et non par le verdict de pseudo-experts.

« En décembre, intellectuels, syndicalistes dans leur diversité, animatrices du mouvement femmes, associations de chômeurs et de sans-logis ont déjà fait cause commune.

« Nous proposons aujourd'hui qu'ils se retrouvent et s'ouvrent à tous ceux qui s'interrogent, dans chaque ville de France, pour élaborer, à partir des préoccupations quotidiennes et avec tous les citoyens, leurs réponses aux questions soulevées.

« Nous proposons que se mettent ainsi en place, dès à présent et tout au long de l'année 1996, de vastes états généraux, pluralistes et décentralisés, où se recueillent les doléances et s'élaborent les propositions.

« Nous proposons que circulent de l'un à l'autre textes et documents, états des lieux et questionnements.

« Nous proposons que toutes ces approches décentralisées fassent l'objet d'une discussion générale le 24 novembre 1996, jour anniversaire du départ de la grève reconductible des cheminots. Cela aussi nous voulons le faire ensemble.

« Nous invitons toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cet appel à prendre toutes les initiatives de débat et d'élaboration et à les faire connaître. »

# Un poème de Georges Labica

Une vieille femme sans logement est morte de froid la nuit dernière

La tour d'argent fait le plein de commande pour le réveillon de l'an 2000

A Paris sur seine

Les traminots marseillais reconduisent leur grève vive la Marseillaise

Chirac promet le caviar pour tous (bis) et assure legourdin dans la main de Juppé qui a la gauche dans ta poche

Les magasins Potin déposent le bilan, avec le comdu pour leurs employés

Il Polaco, à Rome, grâce à Dieu, a retrouvé la forme et Karen Mulder a des nichons en or

Dans le boudin blanc truffé de Fauchon, c'était des olives

Dunoed, dans le midi, sacque les restos du coeur

A martelage publicitaire, on annonce à la France républicaine et télévisuelle une série consacrée aux coucheries du plus grand de ses rois (après Charlot et Tonton?)

Et je ne te parle pas de ce dont les merdias ne disent rien: de Cuba, du Rwanda, des Tchétchènes, de la Bosnie, de l'Algérie (à toi de compléter)

Ni des paradis fiscaux friqués,

Ni de la drogue des droit de l'homme à la drogue

Classe, la lutte des classes toujours pas classée

Au fond des cuisines, s'équissent des couteaux qui ne vont pas couper la dinde

Tu vois, à ton idée

Bonne année, camarade.

Georges Labica est professeur de philosophie et ex-vice président de l'université de Nanterre. Il est signataire de l'appel pour des états généraux du mouvement social.

«Il n'y a pas de vie dans le couloir de la mort, tout juste une existence.»

# Liberté pour Mumia Abu-Jamal

Dans le couloir de la mort de la prison de Greene County, Pennsylvanie, Mumia Abu-Jamal, condamné à mort en 1982, attend toujours son exécution.

C'est le 9 décembre 1981 que Mumia est arrêté à Philadelphie à la suite d'une fusillade. Il est alors militant des Black Panthers depuis treize ans et rédacteur en chef du journal Black Panthers de Philadelphie. La nuit il gagne sa vie comme chauffeur de taxi. Cette nuit du 9 décembre, il aperçoit son frère dans une rue, violemment interpellé par un policier. Quelques instants après que Mumia soit sorti de sa voiture, une nouvelle fusillade éclate. Le policier Daniel Faulkner est tué d'une balle dans la tête tandis que Mumia est grièvement blessé, atteint d'une balle dans l'estomac. Aux dires des premiers témoins, n'avait visiblement pas l'intention de couper à sa tradition puisqu'il a à son actif 32 peines de mort dont 27 sur des afro-américains. Cette fois encore l'issue du pseudo-procès de Mumia faisait peu de doute.

L'année suivante, le procès du militant afro-américain, qui fut exemplaire de manipulation et d'injustice, le reconnu coupable du meurtre du policier, et le condamna à mort par empoisonnement. Le juge Sabo, surnommé «le roi du couloir de la mort», n'avait visiblement pas l'intention de couper à sa tradition puisqu'il a à son actif 32 peines de mort dont 27 sur des afro-américains. Cette fois encore l'issue du pseudo-procès de Mumia faisait peu de doute.

Les trois témoins qui pouvaient le disculper se sont rétractés et ont déclaré l'avoir vu tirer sur le policier. Parmi les trois témoins, une prostituée ayant des démêlés avec la police et un chauffeur de taxi en liberté surveillée, à qui on avait sans doute promis de ne plus les inquiéter. L'expertise balistique était également très contestable. En bref, la soi-disant justice avait trouvé en Mumia le coupable idéal. Plusieurs journaux américains ainsi que le lobby policier ont mené une véritable campagne pour réclamer la mort du «tueur de flics».

D'un autre côté heureusement, une campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal s'est développée aux Etats-Unis et en Europe, avec notamment le parlement international des écrivains (présidé par Salman Rushdie). En France la campagne a mobilisé les militants du MRAP, du PC, de la LCR, d'Amnesty International, de la Ligue des droits de l'Homme... Grâce à la pression exercée sur le tribunal de Pennsylvanie, Mumia a pu obtenir un sursis et préparer la révision de son procès. Durant ces longues années de captivité, séparés de ses proches par un mur de verre, Mumia n'a jamais perdu espoir. Pour faire plier les tribunaux américains injustes et racistes, la mobilisation continue.

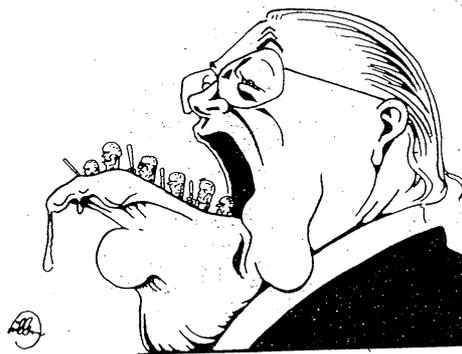
Marianne

Les éditions LA DECOUVERTE viennent de publier en traduction française, avec une préface de Jacques Derrida vice-président du parlement international des écrivains, l'ouvrage de Mumia Abu-Jamal *En direct du couloir de la mort* (240p, 85f)



«Un million de dollars pour sauver Mumia»

C'est le prix de la révision du procès truqué mené contre Mumia, une souscription est organisée, vous pouvez dès à présent remettre vos chèques aux militants de l'UNEF EVRY, libellés à l'ordre d'Olivier Baye qui transmettra.



La police nous protège...

# Mais qui nous protège de la police?

"Dans tous les commissariats de votre département (sans oublier les casernes de C.R.S.) le tract Front National de la police doit être diffusé". Les instructions du F.N. sont claires et les résultats ne le sont pas moins...

Le 12 décembre dernier, lors de leurs élections professionnelles, près de 13% des policiers ont voté pour des listes syndicales liées à l'extrême droite: le F.N.P. (Front National de la Police), comme sont nom l'indique ouvertement Lepeniste a récolté 7,4 % des voix tandis que la F.P.I.P. (Fédération Professionnelle Indépendante de la Police, dont certains des membres avaient il y a peu trempés dans des attentats à l'explosif contre des foyers de travailleurs immigrés) obtenait 5,8%.

Ainsi, à Paris, en additionnant les scores de ces deux listes, c'est un agent de l'état sur 6 qui a opté pour l'extrême droite! (le FNP seul fait 12,2%). Dans le Val-de-Marne il atteint 4,5% mais culmine à 18% en Lorraine. D'une manière générale les résultats caractérisent la facilité d'implantation et de propagation des idées racistes et xénophobes développées par Le Pen au sein d'une profession sensée présenter la plus stricte impartialité. Est-il nécessaire de rappeler, que nos chers "gardiens de la paix" sont dotés d'armes et de pouvoirs importants, dont celui de contrôler l'identité d'a peu près qui leur chante depuis, les récentes extensions appliquées à cette procédure (merci Pasqua).

En votant pour ces listes

ouvertement Xénophobes une fraction non négligeable de policiers fait peser un soupçon de partialité sur l'ensemble de la police. Cette vénérable institution n'avait pas besoin de ça, après la succession de bavures de ces dernières années, dont l'affaire Makomé, passant actuellement en jugement est l'emblème dramatique.

Depuis plusieurs années, déjà, le FN cherchait à étendre son influence idéologique dans l'ensemble de la sphère politique en remportant un certain succès (lois Pasqua, propos du pas encore président Chirac sur certaines adresses, etc...).

L'enchaînement logique est une contamination croissante de la sphère publique sur fond de crise économique. Cela passe notamment par l'émergence de cellules "syndicales" dont le FNP et plus récemment la tentative d'implantation dans les transports sont les derniers avatars, mais aussi par des associations caritatives (Fraternité Française créé en 1988 sur le modèle du Secours Populaire, l'ARPE Association de recherche pour l'emploi des jeunes qui a vu le jour à l'été 1994, sans oublier le tristement célèbre Renouveau Etudiant sur lequel nous aurons l'occasion de revenir dans un prochain numéro.

Cette stratégie d'implantation dans le "social" commence à porter ses fruits. Syndicats et associations doivent en prendre la mesure et construire dans l'unité la riposte qui s'impose.

Grégory